

BOUMERDÈS : PROCÈS DE 7 JEUNES

Le procureur requiert la peine capitale et le tribunal relaxe

Après environ 1 heure de délibération, le procureur du tribunal criminel de Boumerdès, magistrat aux compétences reconnues par la défense, a requis en moins de 10 minutes, 7 peines extrêmes contre des jeunes de Bordj-Ménaïel.

Les accusations portées contre les prévenus sont aussi graves les unes que les autres. La défense les a récusées. Elle affirme, en audience, qu'elles ne reposaient que sur les procès-verbaux de la police judiciaire et des aveux arrachés par le recours à la force. Les trois juges et les deux jurés les ont relaxés. Et si l'affaire (n°205) avait suivi son cours normal ?

Il était 17 heures 30 ce mardi, lorsque, après la récusation du second juré tiré au sort, le tribunal criminel a été constitué

Auparavant, le juge principal de ce tribunal, qui est également président de la chambre correctionnelle de la cour de Boumerdès, avait présidé le tribunal correctionnel et avait jugé, en seconde instance, des

dizaines d'affaires. Il était un peu plus de quinze heures à la fin de l'audience publique.

Les neuf jeunes se trouvant dans le box des accusés ont été appelés pour décliner leur identité, fonction et niveau de formation. L'inquiétude de leurs parents et amis, qui étaient présents depuis 8 heures 30 du matin, se lisait sur les visages de ces derniers. Aucun des prévenus n'a atteint un niveau scolaire dépassant la 4^e année moyenne. Un seul est âgé de 30 ans, les autres ont entre 20 et 23 ans. Ils étaient fellahs, petits commerçants, ouvriers... ou vivaient d'expédients.

Le greffier fit une lecture rapide de l'acte d'accusation. L'assistance apprendra que sept d'entre eux, en plus de certains terroristes en fuite, sont accusés de création de

groupe terroriste, d'attentats à l'explosif dans un lieu public et d'homicide volontaire avec préméditation. B. Fateh, 27 ans et B. Samir, 31 ans sont accusés de financement de terrorisme et non dénonciation de crimes terroristes. Ils sont, selon l'acte d'accusation, impliqués dans trois attentats ayant eu lieu les 19 et 26 août 2007 et 3 septembre 2007 et qui ciblaient des patrouilles de la Gendarmerie nationale de Bordj-Ménaïel, de la Sûreté nationale et un commerçant de la même ville. Le bilan de ces attentats s'était soldé par la mort d'un homme âgé, de l'amputation d'une main d'un autre homme âgé, handicapé mental et d'une dizaine de personnes entre agents des forces de l'ordre et simples citoyens, qui ont été blessées. Z. Brahim, le premier à défiler à la barre nie les faits qui lui sont reprochés. Il ne connaît que trois personnes sur les sept que lui cite le président. Le magistrat fait des efforts pour aider les accusés à s'exprimer. Ces derniers se contentent de très brèves réponses

pour nier les faits contenus dans les procès-verbaux de la police que lisait le président. «Les services de sécurité sont venus me chercher chez moi. Comme je n'étais pas à la maison, je me suis présenté à eux. Ils m'ont arrêté, battu et jeté en prison. Je ne comprends pas ce qui m'arrive, ni pourquoi je suis ici», clame Brahim. De son côté, B. Fateh affirme qu'il a été battu. Un à un, ils nient les faits. «Je me demande pourquoi les services de sécurité m'ont imputé de tels crimes ?» s'inquiète M. Aziz.

Le procureur est intervenu une seule fois, pour interroger un prévenu. Sinon, seul le président menait l'interrogatoire pour faire la lecture du contenu des procès-verbaux de la police judiciaire les concernant un à un. Les débats avaient duré approximativement une heure et demie. Aucune victime, ni témoin, présents à l'audience, n'ont été appelés à la barre. En dehors des procès-verbaux de la police judiciaire, aucun autre élément à charge n'a été produit. Directement, la parole est

donnée au procureur pour présenter son réquisitoire. D'entrée, il affirme : «Ces crimes ont été prouvés» et d'ajouter que «les accusés se sont organisés pour semer la terreur au sein de la population et commettre des crimes.»

Pour lui, le fait qu'ils aient été organisés en bande armée, même si le crime a été commis par un seul élément, les autres sont, selon la loi, des complices. Il rappelle qu'à la suite d'une perquisition, un téléphone portable, qui aurait été utilisé pour la mise à feu des bombes artisanales, a été retrouvé chez l'un des accusés. Il assure qu'il y a flagrant délit. Il rappelle, par ailleurs, les défaites concernant une bombe artisanale, laquelle n'ayant pas explosé au bout de 5 tentatives, a été restituée à un terroriste artificier pour sa réparation. Cependant, il n'a pas précisé par qui. «Ils reviennent sur leurs aveux, faits devant les policiers, pour tenter d'échapper à la sanction», dit-il en conclusion. A la fin de son réquisitoire qui a duré moins de 15 minutes, le représentant du parquet a demandé pour B. Fateh et B. Samir 10 ans de prison ferme et 500 000 dinars d'amende. Pour le reste des inculpés, y compris les 7 restés au box des accusés, le procureur a requis la peine capitale.

M^e Sadoun de Tizi-Ouzou est le premier avocat à intervenir. Il cite l'article 212 du code de procédure pénale pour stigmatiser les aveux contenus dans les procès-verbaux de la police judiciaire.

«Nous voulons juger les véritables criminels pas des jeunes qui ont peur de sortir seuls à la nuit tombée» dira-t-il.

Et de questionner le tribunal : «Le meilleur d'entre eux a un niveau de 4^e année moyenne. Ont-ils des capacités d'organisateur ?» Revenant sur les aveux, il dit allusif : «On

connaît les méthodes et les procédures.» Et d'ajouter : «Nous ne voyons aucun certificat médical dans les dossiers de nos clients.» Il insiste sur la nullité des procès-verbaux sur lesquels se base l'accusation. «Devant le juge d'instruction, les prévenus ont fait d'autres déclarations parce qu'ils ne subissaient pas de violence.» L'avocat de G. Yacine déplore, de son côté : «M. le procureur distribue des peines capitales sur la base des seuls procès-verbaux de la police judiciaire. Or, les signatures de ces fameux procès-verbaux ont été obtenues après 12 jours de détention préventive.» Selon lui, ces documents (procès-verbaux) contiennent trop de détails pour être à la portée d'un jeune sans compétence. En outre, les vaines perquisitions et le manque de preuves ont constitué des arguments développés par l'avocat. Un à un, les avocats se sont attaqués aux lacunes des enquêtes avant de demander l'acquittement. C'est M^e Belkaïd qui a clôturé les plaidoiries.

Natif de Bordj-Ménaïel, il avoue : «Tout le monde sait qui est terroriste à Bordj-Ménaïel. De plus, habituellement, les terroristes qui commettent des attentats fuient vers le maquis lorsqu'ils sont recherchés. Or, certains de nos clients se sont présentés de leur propre chef aux services de sécurité, à la suite de simples convocations parfois verbales.» Lui aussi est revenu sur les pressions subies par les prévenus.

A 19 heures 58, le jury se retire. Il revient à 21 heures piles pour annoncer le verdict : les trois juges et les deux jurés ont relaxé les 9 personnes assises au box des accusés et ont maintenu la condamnation à la peine capitale à l'encontre des 8 terroristes en fuite.

Abachi L.

PATRIOTES

L'impitoyable reniement de la république

La république est sommée de vivre sans rechigner le triste sort auquel la livre la réconciliation nationale. Pendant que les patriotes, ceux qui la défendirent contre les assauts des islamistes armés, se voient invités à ruminer leur patience, les terroristes, eux, morts ou vivants, bénéficient d'inimaginables égards.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Yazid Zerhouni, révélait avant-hier, en marge de la plénière du Sénat, l'inconfortable posture à laquelle la république se trouve soumise. Les patriotes, a-t-il dit, ne sont pas oubliés. Leur situation ferait l'objet d'une réflexion au sein de l'exécutif. Il a même fait accroire à leur prise en charge. Tant mieux que, finalement, l'on se rappelle de leurs immenses sacrifices et que l'on s'apitoie sur leur sort. Mais face à cet égard aléatoire que l'on semble se découvrir à l'endroit de ceux, nombreux, qui ont risqué leur vie pour prémunir la république du coup de grâce fondamentaliste, les terroristes sont servis rubis sur l'ongle. Pour peu qu'ils aient fait acte de repen-

tance ou qu'ils aient dépassé, pour, disons les moins chanceux. Pendant qu'en effet, les patriotes sont assignés à attendre un hypothétique statut juridique et, donc, une possible indemnisation, les terroristes, morts au maquis, se voient, eux, tailler une réhabilitation posthume. Les Directions sociales au niveau des wilayas sont, en effet, instruites de prendre en charge les dossiers d'indemnisations des terroristes éliminés. Leurs familles, grâce à une instruction présidentielle que le département de Djamel Ould Abbas se charge de mettre à exécution, devraient empêcher le pactole en guise de dédommagement pour la perte de l'un de leurs membres. L'on ne s'étonne guère que les choses se déroulent ainsi. Car, il ne s'agit en définitive que de la mise en

application de la charte portant réconciliation nationale. Celle-ci, vecteur de campagne électorale présidentielle, s'avère, au fil des ans, n'être point une ruse de guerre poursuivant de dégarnir, sans contrepartie éprouvante pour la république. La réconciliation nationale fait bel et bien la part belle aux islamistes. Cela se vérifie aisément à travers l'ensemble des faveurs qu'elle ne cesse d'accorder aux terroristes islamistes. La toute dernière mesure, celle qui a consisté à prévoir des indemnisations pour les terroristes morts au maquis, en est la preuve tangible. Le gouvernement, qui a le souci d'accélérer la prise en charge de ce qu'il appelle désormais «les victimes de la tragédie nationale», ne semble pas aussi préoccupé par les patriotes et autres groupes de légitime défense qui ont répondu à l'appel de la patrie, réellement menacée par le terrorisme. D'ailleurs, le Premier ministre, dont l'affiliation politique, si l'on veut, tient racine de ce sursaut républicain, ne s'enthousiasme point à reconnaître le mérite de cette frange

de la population qui a sacrifié famille et biens pour se mettre au service de l'idéal républicain. Dans son plan d'action, Ahmed Ouyahia ne s'appesantit pas outre mesure sur la situation des patriotes. C'est à croire qu'il s'agit d'une frange que la république ne veut plus assumer. Sinon comment expliquer qu'il soit fait instruction de régler le problème des terroristes dont il n'est même pas officiellement établi qu'ils soient morts, alors que pour les patriotes, les choses sont à l'état de la réflexion et à la recherche du mécanisme le plus à même de permettre leur prise en charge. En réalité, s'agissant des patriotes, le problème est intimement lié à l'arrière fond de la réconciliation nationale. Celle-ci, contrairement à ce qu'on a voulu faire accroire, se destine quasi exclusivement aux islamistes. En fait, elle poursuit la réhabilitation de l'islamisme en tant qu'idéologie mais aussi en tant que force politique prépondérante. Autrement dit, elle travaille à transformer la victoire militaire sur l'islamisme en défaite politique.

S. A. I.

ATTENTATS SIMULTANÉS DU 13 FÉVRIER 2007

À DRAÂ BEN-KHEDDA, MEKLA ET BOUBHIR

Les premières condamnations sont tombées

Dix-sept prévenus, dont quatre en fuite, ont été traduits hier devant le tribunal criminel de Tizi-Ouzou pour répondre de leurs actes.

Tout le monde se souvient des attaques simultanées à la voiture piégée commises contre le siège de la BMPJ de Draâ Ben-Khedda, le commissariat de Mekla et dans la petite localité de

Boubhir, pas loin d'Azazga, au petit matin du 13 février de l'année dernière. Les secouristes avaient, rappelons-le, retiré des décombres des infrastructures visées par ces attentats les corps de deux policiers alors qu'une troisième victime, un civil, a été tué au moment où il s'approchait du véhicule piégé à Boubhir.

A. Sofiane, B. Rabah, D. Mohamed et F. Ahmed, les quatre terroristes encore en fuite, ont été jugés à l'ouverture du

procès et condamnés à la peine capitale, les juges les ayant reconnus coupables d'appartenance à un groupe armé, meurtre avec préméditation, tentative de meurtre et fabrication d'engins explosifs.

Le «cerveau» du groupe, S. Hamid, a, quant à lui, catégoriquement rejeté les faits qui lui sont imputés. L'audition des quatorze prévenus se poursuivait à l'heure où nous mettions sous presse.

A. M.

POUR SOUTIEN AU
TERRORISME À BOUKRAM :
Un jeune condamné à
18 mois de prison ferme

Pour soutien au terrorisme, la cour de Bouira a condamné hier le jeune G. M., 21 ans, natif de la commune de Boukram, située dans la daïra de Lakhdaria, à 18 mois de prison ferme. D'après l'acte d'accusation lu au début du procès, le jeune G. M., qui est berger de son état, a servi pendant plusieurs mois d'agent de ravitaillement pour un groupe terroriste. D'ailleurs, lors de son interrogatoire, il avouait avoir le numéro de téléphone du porteur d'un terroriste de ce groupe qu'il approvisionnait régulièrement depuis la ville, moyennant un certain salaire. Arrêté en juin dernier par les services de sécurité sur la base d'informations fiables, le jeune G. M., qui comparaisait hier, a nié connaître de près ou de loin les terroristes.

Après la plaidoirie de l'avocat qui a demandé la relaxe pour son client, le procureur de la République, convaincu de l'implication du jeune G. M. dans le soutien au groupe terroriste malgré son désaveu devant le jury, a requis 5 ans de prison ferme.

Après délibérations, le jeune G. M., qui a été reconnu coupable du délit de soutien au terrorisme alors que le chef d'inculpation concernant l'appartenance à une organisation terroriste a été retiré, fut condamné à 18 mois de prison ferme.

H. M.